



Perspectives chinoises

2007/2 | 2007

Hong Kong, dix ans après la rétrocession

Le patrimoine culturel à Hong Kong

Montée de l'activisme et contradictions identitaires

Sebastian Veg



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2783>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2007

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Sebastian Veg, « Le patrimoine culturel à Hong Kong », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/2 | 2007, mis en ligne le 01 avril 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2783>

© Tous droits réservés

Le patrimoine culturel à Hong Kong

Montée de l'activisme et contradictions identitaires

SEBASTIAN VEG

La fermeture de l'embarcadere historique du Star Ferry le 11 novembre 2006, puis sa destruction en décembre afin de laisser place nette pour la construction d'une voie rapide (nom de code : « P2 ») et d'une surface plantée sur la zone poldérisée située entre la station de Hong Kong et le Centre des expositions ont provoqué des remous inattendus parmi les citoyens hongkongais. Cet édifice vieux de 49 ans (manquant d'un an seulement la qualification de patrimoine « significatif » telle qu'elle est définie par le gouvernement) n'était certes pas perçu comme une prouesse architecturale. Son démantèlement ainsi que celui de l'ancienne tour de l'horloge ont cependant attiré les foules pour un dernier hommage, et provoqué de vives réactions : manifestation-occupation des lieux spectaculaire (bien que limitée), déchirements de banderoles ostentatoires dus à l'activiste Ho Loy, dépôt d'une motion au Conseil législatif (LegCo) réclamant l'ajournement du démantèlement dans l'attente de plus amples consultations publiques et signature de pétitions par plusieurs milliers de citoyens hongkongais⁽¹⁾. Après le démantèlement de la tour de l'horloge et la destruction du bâtiment principal, le sauvetage de l'embarcadere du Star Ferry étant devenu une cause perdue, l'attention se déplaça vers l'embarcadere adjacent, le Queen's Pier, également voué à la destruction. Ce déplacement apparaît d'autant plus remarquable que l'intérêt architectural du Queen's Pier était encore moins attesté et moins ancré dans la mémoire quotidienne des usagers, puisque le lieu servait avant tout aux visites de personnalités importantes ou lors de l'arrivée du gouverneur. Le Queen's Pier fut fermé le 26 avril 2007, ce qui provoqua de nouveau un sit-in et une signature de pétition, événements qui bénéficièrent de la visite médiatisée de Chow Yun-Fat. Le gouvernement réagit en proposant de démanteler puis de reconstruire l'embarcadere un peu plus loin⁽²⁾, alors que le Conseil consultatif des antiquités accordait au Queen's Pier le statut de bâtiment historique de catégorie I, sans pour autant lui attribuer le statut de « monument », le seul susceptible de lui assurer une protection contre la destruction (la décision finale étant dans

les mains du secrétaire de l'intérieur). Tout comme Donald Tsang avait avancé en janvier que « trop » de conservation du patrimoine pourrait nuire à la compétitivité de Hong Kong, le président du Parti libéral, James Tien, affirma alors que « les visiteurs étrangers préféreraient certainement faire du shopping plutôt que de visiter un pavillon de la reine qui ne serait même plus en bord de mer⁽³⁾ ».

La montée en force des demandes de préservation du patrimoine culturel révèle de nouvelles préoccupations s'agissant de l'histoire et de la géographie locales. Plus que l'embarcadere lui-même, c'est toute la baie de Hong Kong, qui se réduit comme peau de chagrin en raison des poldérisations qui la grignotent des deux côtés, qui focalise l'attention et les inquiétudes de la population. La courte traversée de la baie en ferry pour une somme modique fait incontestablement partie d'un certain mode de vie hongkongais, et c'est cela qui se voit menacé en raison de l'emplacement peu accessible du nouvel embarcadere central (Central Pier) – la passerelle devant y conduire était d'ailleurs loin d'être terminée au moment de la fermeture de l'ancien embarcadere. A cela s'ajoute la critique du « vieux de pacotille » puisque le design du nouvel embarcadere est inspiré du Star Ferry originel de style édouardien, et non de son successeur moins flamboyant construit dans les années 1950 (le Star Ferry a été mis en service en 1888). La controverse actuelle ne constitue en réalité qu'une petite partie des démêlés de ces deux dernières années concernant les projets du gouvernement pour le réaménagement du front de mer de Central (le Central Reclamation Urban Design Study), lesquels se sont récem-

1. On pourra trouver une bonne chronologie des événements dans la notice "Edinburgh Place Ferry Pier" de la version anglaise de Wikipedia http://en.wikipedia.org/wiki/Edinburgh_Place_Ferry_Pier (consulté le 20 mai 2007). La pétition lancée par le Project SEE (Society+Environment+Economy), appelant à une évaluation plus approfondie et une plus ample consultation, avait été signée par plus de 8 000 personnes à la fin mai 2007, voir <http://www.project-see.net/>.
2. Voir la motion du LegCo à <http://www.legco.gov.hk/yr06-07/english/panels/plw/papers/plw0327cb1-1184-4-e.pdf>.
3. Ambrose Leung, « Pier failure shows Tsang team 'like a weak crab' », *South China Morning Post*, 11 mai 2007.



© Sebastian Veg

ment cristallisés sur la construction d'un nouveau complexe gouvernemental sur le site de Tamar à Admiralty pour un budget de 5,2 milliards de Hong Kong dollars⁽⁴⁾. L'organisation Civic Exchange a pour sa part remis en question le bien-fondé de l'utilité d'édifices gouvernementaux d'une telle ampleur, plaidant au contraire pour l'aménagement d'un « Central Park » à cet emplacement⁽⁵⁾. Le présupposé à l'origine de ces vives discussions est bien entendu – et cela vaut pour le débat politique en général à Hong Kong – que le gouvernement, ainsi que certains membres du LegCo, ont tendance à favoriser les intérêts des milieux d'affaires, notamment lorsqu'il s'agit de projets immobiliers et d'aménagement du territoire (auxquels plusieurs grands « tycoons » sont étroitement intéressés), au détriment de l'opinion publique et des consultations démocratiques.

Bien que son ampleur ne soit pas tout à fait comparable à celle des grands mouvements sociaux qui ont vu le jour ces dernières années, la controverse sur le patrimoine culturel est révélatrice des principaux thèmes qui sont au cœur du dynamisme de la société civile dans le Hong Kong de l'après rétrocession. Elle rassemble une vaste palette d'ONG, des plus locales aux plus internationales, au point que 17 groupements ont conjointement organisé la signature d'une pétition pour sauver le Queen's Pier⁽⁶⁾. La commission aux affaires intérieures du LegCo y a répondu par la mise en place d'un sous-comité sur la préservation du patrimoine pour indiquer qu'il prenait en compte les demandes de l'opinion publique⁽⁷⁾. De son côté, le Parti civique, profitant de la dynamique de l'élection du chef de l'exécutif, a été le premier à publier un « *Position paper* sur la préservation du patrimoine et de la culture » le 17 avril⁽⁸⁾. Il y réclamait notamment une plus grande transparence, une refonte en profondeur du Conseil consultatif des Antiquités, la fusion des portefeuilles de l'aménagement urbain et de la préservation du patrimoine, la généralisation de l'adoption de normes internationales, et le développement du principe de consultation s'agissant des critères pour qualifier un site de « culturellement significatif ». Il fut ainsi souligné que, dans cette perspective, le Queen's Pier aurait très probablement été sauvegardé au regard de la législation britannique en vigueur et, plus important encore, au regard des critères définis par la branche chinoise de l'ICOMOS (International Council on Monuments and Sites) en 2000⁽⁹⁾. L'on peut aussi relever que si « le centre historique de Macao » a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO en 2005, sur la base notamment du critère que « Macao témoigne de façon unique de la première et durable rencontre entre l'Occident et la Chine »⁽¹⁰⁾, aucun site

de Hong Kong n'apparaît même sur la liste indicative avancée par la Chine, laquelle est rédigée par chaque État membre pour présenter les sites qu'il serait susceptible de proposer à candidature dans les dix années à venir. Bien que le classement par l'UNESCO ne garantisse pas à lui seul une préservation et une protection absolues, comme en témoignent les nombreuses déprédations voire destructions de sites classés en République populaire, il est néanmoins significatif que le gouvernement de Hong Kong n'ait pas cherché jusqu'à maintenant à faire avancer la cause de son patrimoine auprès des autorités centrales. A cet égard, la question du patrimoine illustre incidemment les tensions qui existent entre la situation juridique délicate de Hong Kong par rapport aux organisations internationales, d'une part, et les valeurs partagées par ses citoyens, d'autre part.

Le gouvernement a donné des gages face à l'indignation générale en étendant les consultations publiques, en particulier s'agissant du projet du site de Tamar. Dans le même temps, le gouvernement a sincèrement cherché à élargir l'éventail de ce qu'il définit comme « patrimoine culturel » de façon à

4. Une consultation publique concernant les quatre projets de design se déroula pendant deux mois ; ils peuvent être consultés à <http://www.tamar.gov.hk/>, bien que peu de détails techniques, comme la hauteur des structures, soient disponibles. L'on s'est rendu compte au cours de la consultation que deux des projets ne remplissaient pas les conditions requises pour les constructions en plein air, et que des procédures supplémentaires seraient donc nécessaires en cas de sélection de l'un ou de l'autre.
5. Voir « Central Park. City users and public space », <http://www.civic-exchange.org/publications/2006/centralpark.pdf> (consulté le 27 mai 2007).
6. Parmi lesquelles : Designing Hong Kong Harbour District, Heritage Watch, Heritage Hong Kong, Civic Act-up, See Network, Conservancy Association, Dragon Garden Charitable Trust, The 30s Group, Society for the Protection of the Harbour. Voir Chloe Lai, « Declaration Challenges Queen's Pier demolition », *South China Morning Post*, 19 avril 2007. D'autres comptes-rendus et liens sont disponibles à www.harbourdistrict.com.hk.
7. <http://www.legco.gov.hk/english/index.htm>, consulté le 27 mai 2007. Sa mission étant définie ainsi : « Évaluer les plans de redéploiement et/ou de conservation des projets impliquant des édifices ou des sites ayant une valeur patrimoniale unique, tels que le projet du village de Nga Tsin Wai, le projet du Jardin du Dragon, et d'autres projets similaires ».
8. Voir <http://www.civicparty.hk/cp/pages/reports-e.php?lang=EN>, consulté le 27 mai 2007.
9. Les *Principes de la conservation des sites patrimoniaux en Chine*, publiés par l'ICOMOS en 2000 puis révisés en 2004, bien qu'ils n'aient pas force de loi (en dépit de leur adoption par l'Administration d'Etat chinoise en charge du patrimoine culturel), recommandent dans leur article 18 : « La conservation doit être pratiquée *in situ*. La relocalisation dans leur condition d'état originel des éléments d'un site patrimonial ne peut s'envisager que dans deux cas de figure : la présence de menaces naturelles incoercibles ou un projet majeur de développement économique d'ampleur nationale ». http://www.getty.edu/conservation/publications/pdf_publications/china_prin_2english.pdf.
10. Voir <http://whc.unesco.org/en/list/1110>, consulté le 27 mai 2007.

Un symbole de l'histoire de Hong Kong :
les immeubles de Shek Kip Mei



© Sébastien Bilioud

inclure des structures reflétant la « mémoire collective ». Il envisage également de susciter des propositions à but non lucratif de transformation des maisons collectives de Liu Seng Chung à Sham Shui Po, vieilles de plus de 75 ans, et semble déterminé à faire en sorte que le vieux théâtre de Yau Ma Tei soit transformé en Opéra pour le répertoire cantonnais. Le Jardin du Dragon de la rue Castle Peak, classé bâtiment de catégorie II en 2006 après une pénible bataille contre des promoteurs immobiliers, doit être réaménagé et à nouveau ouvert au public⁽¹¹⁾. Après la fermeture du grand ensemble de logements sociaux de Shek Kip Mei – caractéristique des logements collectifs construits pour les cols bleus dans les années 1950 et qui symbolisent la ville de Hong Kong pour nombre de ses habitants –, un projet de transformation de son plus vieux bâtiment (le Block 41, également classé bâtiment de catégorie I) en musée du logement social a vu le jour. Aucune des administrations impliquées dans ce projet ne semble néanmoins vouloir prendre l'initiative⁽¹²⁾. L'on peut en effet estimer que ces sites sont les plus « significatifs » pour les habitants de Hong Kong, et donc qu'il y a de meilleurs arguments en faveur de leur préservation.

En réalité, la controverse dépasse largement le clivage entre préservation des monuments et intérêts commerciaux et, comme nombre d'activistes le reconnaissent eux-mêmes, découle également de l'absence d'un consensus sur ce qui compose l'identité de Hong Kong. Pendant plusieurs décennies, la question du patrimoine est restée totalement ignorée et les traditions culturelles ont été reléguées à la sphère privée ou ont parfois entièrement disparu. En tant que phénomène, il est intéressant de voir un mouvement de préservation surgir quelque dix ans après la rétrocession, dans un contexte où Hong Kong s'interroge sur son identité et son sentiment d'appartenance. Il fallait peut-être attendre la rétrocession pour que les bâtiments coloniaux, pourtant détruits à la chaîne dans la plus impavide indifférence dans les années 1970 et 1980, puissent enfin être perçus comme partiellement constitutifs de l'identité de Hong Kong, notamment parce que des bâtiments tels que le Poste de police de Central, la Prison de Victoria (dont certaines parties remontent à 1864) ou la station de pompage de Yau Ma Tei sont parmi les plus vieilles bâtisses de la ville⁽¹³⁾.

Le gouvernement qui a jusqu'alors favorisé une définition du patrimoine axée sur la culture chinoise « centrale » (la copie d'un Jardin de la dynastie Tang à Diamond Hill) voit à présent sa lecture de l'histoire contestée de toutes parts : ce qui est perçu comme caractéristique de la « culture de Hong Kong » inclut, d'une part, l'architecture coloniale des premiers temps et les grands ensembles (ou les embarcadères

de ferry) construits dans les années 1950 et, d'autre part, une forme de tradition qui marque sa différence par rapport à la culture étatique chinoise. Les traditionnels villages Hakka vieux de plusieurs centaines d'années et préservés dans la zone frontalière fermée en 1951 sont appréciés pour leur potentiel de développement d'un tourisme culturel centré sur les communautés⁽¹⁴⁾, s'inspirant du parcours du patrimoine culturel Hakka mis en place dans les Nouveaux Territoires. De ce point de vue, il est presque ironique que la Chine ait inscrit les *diaolou* (tours de guet) de Kaiping, dans le Guangdong, sur sa liste indicative dès 2002, les soumettant en 2007 au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO pour une inscription sur la Liste du patrimoine mondial⁽¹⁵⁾. Dans le même temps, l'intérêt croissant que porte l'UNESCO au patrimoine culturel immatériel trouve un écho favorable auprès de communautés qui réclament que leurs modes de vie, plus encore que les bâtiments, soient préservés : ce qui reste du marché en plein air de Central (un projet immobilier de standing piloté par l'autorité pour la rénovation urbaine doit prendre sa place), le marché de style Bauhaus à Wanchai et la rue adjacente des « cartons de mariage » (que les riverains ont refusé d'évacuer pendant trois ans malgré les dédommagements), mais aussi les traditionnelles gargotes à nouilles (*dai pai dong*) qui disparaissent sont à n'en pas douter constitutifs d'un mode de vie, sans pour autant pouvoir être qualifiés de patrimoine culturel au sens classique de l'expression⁽¹⁶⁾.

Jusqu'à un certain point, certains des défis qui se posent sont similaires à ceux de la Chine continentale : le manque d'intérêt de la part du gouvernement pour les formes « populaires » de la culture, lesquelles sont abandonnées aux appétits prédateurs des promoteurs immobiliers. En dépit de diffé-

11. Quinton Chan, « New Hope for Heritage conservation », *South China Morning Post*, 11 mars 2007.

12. Chloe Lai, « Historic home a monument to muddle », *South China Morning Post*, 10 mars 2007.

13. Une exposition de photographies et de dessins anciens a récemment été organisée par le Conservation Association Centre for Heritage (CACHe) à Sai Ying Pun. La destruction en 1976 de l'ancien bâtiment de la Direction générale des Postes, construit en 1911, est l'un des exemples les plus impensables de destruction d'un édifice pourtant riche d'un legs historique et architectural considérable.

14. Chloe Lai, « Heritage Zones urged for border villages », *South China Morning Post*, 25 mars 2007.

15. La comité a validé cette inscription lors de sa 31^e session à Christchurch en juin 2007.

16. Chloe Lai, « Out with the old », *South China Morning Post*, 26 mars 2007.

rences notables de cadre juridique, la question de la collusion entre les autorités publiques et les promoteurs offre des analogies. Néanmoins, la quête identitaire de Hong Kong s'agissant de son patrimoine culturel est d'une certaine façon plus profonde qu'en Chine. Les apparentes contradictions entre son statut de « cité mondiale de l'Asie » et une identité locale qui définit la vaste majorité de ses habitants, entre des complexes résidentiels ultra luxueux et les expressions urbaines d'un mode de vie populaire telles que les marchés, les lieux de divertissement ou les gargotes de rue, sont porteuses d'un questionnement politique qui ne peut pas être résolu par une simple définition consensuelle du « patrimoine » selon des normes et des critères internationaux. Les critères définissant la signification du patrimoine culturel sont complexes, et les idées mêmes de « valeur exceptionnelle » ou d'« authenticité » prètent à caution : si l'on peut bien évidem-

ment souhaiter que le gouvernement ne favorise pas la disparition de petits restaurants privés de rue, lesquels sont l'expression d'une culture traditionnelle, on peut dans le même temps se poser la question de savoir si leur préservation à coups de subventions est vraiment du ressort de l'Etat. Plus largement, il serait inconcevable qu'une ville comme Hong Kong se détourne de son identité cosmopolite et en vienne à favoriser une définition purement locale de ce qui constitue son patrimoine culturel. En définitive, cette question implique des choix politiques et historiques sur les éléments constitutifs d'une communauté, et la controverse qui a eu lieu doit être comprise comme un élément important du débat démocratique, dont l'issue contribuera sans aucun doute à dessiner le futur de Hong Kong. •

• Traduit de l'anglais par Eric Sautedé